



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Clare HART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

Ressources - Budget principal et budget annexe parking - Ouverture des crédits avant l'adoption du budget primitif 2023 - Autorisation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

L'article L.1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que, dans le cas où le budget n'a pas été adopté avant le premier janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif est en droit, et ce jusqu'à l'adoption du budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Concernant les dépenses d'investissement, cette autorisation porte, sur délibération de l'organe délibérant, sur le quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent.

Le Président est également en droit de mandater les dépenses afférentes aux remboursements en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

Pour les dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une autorisation de programme votée sur des exercices antérieurs et conformément à l'article L.5217-10-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'exécutif peut les liquider et les mandater dans la limite du tiers des crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice précédent.

Section de fonctionnement :

L'autorisation budgétaire des crédits de dépenses de fonctionnement pour 2023, dans l'attente du vote du budget primitif 2023, sont retracées dans les tableaux suivants :

Budget Principal

Fonctions	Libellés	Crédits votés en 2022	Ouverture de crédits 2023
930	Services généraux	55 252 295	55 252 295
931	Sécurité et salubrité publique	19 012 569	19 012 569
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	107 072 757	107 072 757
934	Santé et action sociale	1 136 437	1 136 437
935	Aménagement des territoires et habitat	33 233 597	33 233 597
936	Action économique	16 316 188	16 316 188
937	Environnement	133 137 066	133 137 066
938	Transports	115 876 372	115 876 372
940	Impositions directes	23 729 655	23 729 655
941	Autres impôts et taxes	15 000	15 000
943	Opérations financières	19 196 000	19 196 000
946	Transferts entre les sections	44 466 637	44 466 637
Total		568 444 573	568 444 573

Budget annexe Parking :

Chapitre	Libellé	Crédits votés en 2022	Ouverture de crédits 2023
011	Charges à caractère général	471 351	471 351
65	Autres charges de gestion courante	700	700
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	10 000	10 000
Total		482 051	482 051

Section d'investissement :

L'autorisation budgétaire des crédits de dépenses d'investissement pour 2023, dans l'attente du vote du budget primitif 2023, sont retracées dans les tableaux suivants :

Budget Principal

Fonction et Libellé		Crédits votés en 2022		1/4*	1/3	Ouverture de crédits 2023
900	Services généraux	hors AP	5 422 675	1 355 669		5 009 315
		en AP	10 960 938		3 653 646	
901	Sécurité et salubrité publique	hors AP	1 840 661	460 165		460 165
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	hors AP	16 551 181	4 137 795		9 416 103
		en AP	15 834 923		5 278 308	
904	Santé et action sociale	hors AP	95 000	23 750		23 750
905	Aménagement des territoires et habitat	hors AP	23 597 564	5 899 391		29 721 814
		en AP	71 467 268		23 822 423	
906	Action économique	hors AP	8 620 840	2 155 210		12 216 532
		en AP	30 183 967		10 061 322	
907	Environnement	hors AP	14 167 468	3 541 867		6 245 779
		en AP	8 111 734		2 703 911	
908	Transports	hors AP	47 077 319	11 769 330		66 597 081
		en AP	164 483 253		54 827 751	
921	Taxes non affectées	hors AP	2 433 850	608 463		608 463
922	Dotations et participations	hors AP	501 964	125 491		125 491
923	Dettes (100%) et autres opérations financières (25%) *	hors AP	98 385 000	95 760 000		95 760 000
925	Opérations patrimoniales	hors AP	92 087 420	23 021 855		23 021 855
926	Transferts entre les sections	hors AP	47 657 300	11 914 325		11 914 325
Total			659 480 325	160 773 311	100 347 361	261 120 671

Budget annexe Parking :

Chapitre	Libellé	Crédits votés en 2022	Ouverture de crédits 2023
21	Immobilisations corporelles	3 916 330	979 082
Total		3 916 330	979 082

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'autoriser Monsieur le Président à engager, liquider et mandater les crédits de fonctionnement énoncés ci-dessus, dans la limite de ceux inscrits au budget de l'exercice précédent ;
- D'autoriser Monsieur le Président à engager, liquider et mandater les crédits d'investissement énoncés ci-dessus, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent ;
- D'autoriser Monsieur le Président à engager, liquider et mandater les crédits d'investissement énoncés ci-dessus dans le cadre d'autorisations de programme, dans la limite du tiers des crédits de paiement ouverts au budget de l'exercice précédent ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-209466-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.